



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées rues de la Valfère et Saint-Sépulcre sur la commune de Montpellier - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'eau potable et à l'eau brute détenue jusque-là par Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie des Eaux.

Des travaux de renouvellement des réseaux vétustes sont nécessaires rues de la Valfère et du Saint-Sépulcre et rue de la Rochelle sur la commune de Montpellier. Ils concernent le remplacement du réseau d'assainissement unitaire (bâti vétuste présentant des zones d'effondrement et des difficultés d'exploitation) mais également les canalisations d'eau potable anciennes.

Compte tenu de la localisation de ces travaux, dans le cœur de ville de Montpellier, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des deux projets, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et notamment le coût financier et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Le coût estimé de l'opération (études, investigations complémentaires et travaux) s'élève à 715 000 euros HT avec la répartition suivante :

- 235 950 euros HT pour la part eau potable à la charge la Régie,
- 479 050 euros HT pour la part eaux usées à la charge de la Métropole (budget assainissement).

Dans la perspective de la réalisation de cette opération, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole délègue à Montpellier Méditerranée Métropole, dans les conditions définies dans la convention, la maîtrise d'ouvrage des travaux du renouvellement du réseau d'eau potable.

Les études et travaux seront menés entre 2020 et 2022. La Métropole sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux, mais également de prestations topographiques, géotechniques, etc. mis à la charge de chaque entité.

La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Le montant de la rémunération du mandataire est fixé à 5 % HT du montant HT de la part eau potable de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole relatif au renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement rues de la Valfère, du Saint-Sépulcre et de la Rochelle, sur la commune de Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150003-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de co-MOA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.